

Défaire le capitalisme,  
refaire la démocratie

DES MÊMES AUTEURS

*Principes d'économie solidaire. Manuel de l'autre économie*, Ellipses, 2018

*Réconcilier démocratie et économie* (sous sa direction), Michel Houdiard éditeur, 2010

Éric Dacheux a également publié

*La planche et le billet. La monnaie au miroir de la BD* (sous sa direction), Connaissances et savoirs, 2017

*Sans les citoyens, l'Europe n'est rien. Pour une nouvelle communication publique au service de la démocratie*, L'Harmattan, 2016

*La BD, un miroir du lien social. Bande dessinée et solidarités* (sous sa direction, avec Sandrine Le Pontois), L'Harmattan, 2011

*Vivre ensemble aujourd'hui. Le lien social dans les démocraties pluri-culturelles* (sous sa direction), L'Harmattan, 2010

*Communiquer l'utopie. Économie solidaire et démocratie* (sous sa direction), L'Harmattan, 2008

*L'impossible défi. La politique de communication de l'Union européenne*, CNRS éditions, 2004

Daniel Goujon a également publié

*Mutations technologiques, économie distributive et revenu minimum*, L'Harmattan, 1995

Éric Dacheux  
Daniel Goujon

Défaire le capitalisme,  
refaire la démocratie  
Les enjeux du délibéralisme

Conception de la couverture :  
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2020  
CF - ISBN PDF : 978-2-7492-6632-9  
Première édition © Éditions érès 2020  
33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France  
[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19

# Table des matières

INTRODUCTION.....	9
1. LES TROIS IMPASSES DU CAPITALISME.....	15
La crise économique du capitalisme.....	20
<i>Des crises récurrentes qui broient les individus,         mais régénèrent le système.....</i>	20
<i>Une économie financière déconnectée         de l'économie réelle.....</i>	24
<i>La propriété privée du capital         racine de la croissance des inégalités.....</i>	30
<i>Salariat et division du travail des subordinations         nous éloignant de l'autonomie démocratique.....</i>	33
La crise politique.....	39
<i>L'instrumentalisation de l'État         aux dépens de la démocratie.....</i>	40
<i>Des rapports de domination multiples         qui se cristallisent dans une hiérarchie singulière...</i>	43
<i>La dictature de la quantification.....</i>	47
<i>La domination d'une conception utilitariste         des sciences.....</i>	49
<i>La constitution de monopoles : une soumission         accrue de la logique politique à la logique         économique.....</i>	51

La crise écologique.....	53
<i>Le dogme de la croissance qui fracture la société     et menace la planète.....</i>	54
<i>Une globalisation économique     qui crée des ségrégations spatiales.....</i>	56
<i>La suprématie du présent réduit à l'urgence.....</i>	59
<i>Une culture de la marchandisation     qui menace la vie même.....</i>	64
Conclusion.....	71
2. LES RÉPONSES DES INITIATIVES SOLIDAIRES.....	73
Les réponses des initiatives solidaires à la crise économique.....	75
<i>Amortir les crises cycliques et inventer         de nouvelles formes d'organisation permettant         de dépasser les contradictions du capitaliste.....</i>	76
<i>Contrôler la monnaie pour s'opposer         à la financiarisation de l'économie.....</i>	80
<i>Inventer de nouvelles formes de propriété         pour répondre aux inégalités liées         à la patrimonialisation.....</i>	83
<i>Restaurer l'autonomie démocratique         des individus en dépassant le salariat         et la division du travail.....</i>	86
Les réponses des initiatives solidaires à la crise politique.....	94
<i>Promouvoir une corégulation État et société civile...</i>	95
<i>Tenir les promesses émancipatrices de la société         démocratique en s'attaquant aux hiérarchies         instaurées par le système capitaliste.....</i>	99
<i>Lutter contre la dictature de la quantification.....</i>	103
<i>Démocratiser les sciences.....</i>	105

<i>Favoriser la coopération et l'égalitarisme     au sein de l'activité économique     pour éviter la constitution de monopoles</i> .....	108
Les initiatives solidaires qui répondent à la crise écologique.....	113
<i>Mettre en œuvre des formes concertées d'échanges     économiques</i> .....	113
<i>Combattre la fracture sociale et la menace     écologique engendrées par le dogme     de la croissance</i> .....	118
<i>Globalisation de la solidarité     et valorisation participative des territoires</i> .....	124
<i>Ralentir et organiser démocratiquement     la gestion du temps</i> .....	129
Conclusion.....	134
 3. LE DÉLIBÉRALISME : UNE VISION CONFLICTUELLE DE LA DÉLIBÉRATION.....	145
La délibération :	
critique des thèses de J. Habermas.....	147
<i>Critiques portant sur le modèle théorique         de J. Habermas</i> .....	149
<i>Critique communicationnelle de la délibération         conceptualisée par Habermas</i> .....	152
Pour une approche sensible et conflictuelle de la délibération.....	156
<i>Critique de la délibération dans les dispositifs         participatifs</i> .....	157
<i>Critique de la délibération oppositionnelle         par les militants</i> .....	165
Conclusion.....	169

4. LA DIMENSION SYMBOLIQUE DU DÉLIBÉRALISME :	
L'ÉPISTÉMOLOGIE DE LA COMPLEXITÉ.....	171
Critique du positivisme qui imprègne la science économique orthodoxe.....	172
<i>De la crise épistémologique des sciences...</i> .....	173
<i>... à la crise de la science économique</i> .....	180
Notre conception épistémologique :	
pour une appréhension sociale et interdisciplinaire de la science économique.....	189
<i>La science économique : une science sociale complexe, prudente, réflexive, portée par un relationnalisme méthodologique</i> .....	191
<i>Comprendre la société, c'est dépasser le clivage entre économie et politique</i> .....	195
Conclusion .....	199
5. LA DIMENSION POLITIQUE DU DÉLIBÉRALISME :	
LA DÉMOCRATIE RADICALE .....	201
Critique de la démocratie libérale.....	201
<i>Pluralité et force de la démocratie libérale</i> .....	202
<i>Limites du libéralisme politique</i> .....	207
La démocratie radicale :	
une redéfinition de la société démocratique.....	224
<i>La double nature de la société démocratique</i> .....	225
<i>Pour une démocratie radicale</i> .....	228
Conclusion.....	236
6. LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DU DÉLIBÉRALISME :	
UNE APPROCHE ÉVALUATIVE QUI S'APPUIE SUR LES TRAVAUX EN ÉCONOMIE SOLIDAIRE.....	239
Une approche évaluative de l'économie.....	240
De nouveaux principes économiques.....	248
<i>Les apports des recherches sur l'économie solidaire : de nouveaux concepts</i> .....	249

<i>Les initiatives solidaires, fondements     d'un nouveau paradigme économique</i> .....	252
Conclusion .....	255
7. DEUX CONTRIBUTIONS MAJEURES AU DÉLIBÉRALISME : LA MONNAIE DÉLIBÉRÉE ET L'ALLOCATION INCONDITIONNELLE ÉMANCIPATRICE.....	259
La monnaie délibérée.....	260
<i>La monnaie en régime capitaliste</i> .....	261
<i>Les alternatives monétaires à l'approche         capitaliste de la monnaie</i> .....	266
<i>La monnaie délibérée : faciliter l'accès         à la monnaie, limiter la sphère monétaire</i> .....	276
L'allocation inconditionnelle émancipatrice : un revenu d'existence par création monétaire.....	287
<i>Conception et typologie</i> .....	288
<i>Un outil de sortie du capitalisme</i> .....	295
<i>RECRE : un revenu primaire post-capitaliste         favorable à la démocratie</i> .....	298
Conclusion.....	313
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	315
BIBLIOGRAPHIE.....	321

« Dénoncer ne suffit pas ou ne suffit plus,  
il nous faut énoncer encore vers où nous voulons aller. »

Edgar Morin

« Il faudra bâtir par la délibération démocratique de nouvelles normes de justice sociale, éducative, fiscale, climatique. Ces normes devront tourner le dos à l'hyperconcentration actuelle du pouvoir économique. »

Thomas Piketty



# Introduction

## *La créativité théorique est une réponse nécessaire aux maux du capitalisme*

Le monde change, mais la science économique évolue peu. Le capitalisme menace la démocratie, mais cette dernière ne parvient plus à le réguler. Ces deux constats sont à l'origine de cet ouvrage qui repose sur une idée simple : pour éviter le pire, il convient de penser simultanément une alternative aux principes économiques préconisés par la science économique orthodoxe<sup>1</sup> (concurrence libre et non faussée, par exemple) et une alternative aux principes économiques effectivement mis en œuvre par le capitalisme (constitution d'oligopoles, par exemple). Pour le dire autrement, préparer la transition vers une société postcapitaliste plus démocratique et plus écologique demande que l'on change de logiciel intellectuel. En effet, depuis A. Smith et sa théorisation du fonctionnement de la société industrielle naissante, le noyau dur de la science économique est toujours le même : référence à un modèle de concurrence pure et parfaite, individualisme

---

1. Nous appelons science économique orthodoxe celle, très complexe et diversifiée, qui domine dans le monde académique en termes de postes et de publications. Elle combine principes libéraux classiques (intérêt individuel, autorégulation de marché...), approche néo-classique marginaliste (valeur utilité, calcul à la marge, optimum parétien, équilibre général...) et synthèse néo-classique de l'approche keynésienne.

méthodologique, utilitarisme et recherche du profit, impératif de croissance... Pourtant, rien ne justifie cet immobilisme théorique. Au contraire, de nombreuses limites ont été mises au jour par la théorie économique dite hétérodoxe : la pacification par les mécanismes de marché masque, en fait, un antagonisme entre salariés et capitalistes ; la régulation par le marché et l'équilibre général ne sont, en réalité, qu'un état parmi d'autres ; le marché n'est pas un état naturel mais bien une construction sociale ; la généralisation marchande ne conduit pas à la prospérité, mais à la guerre... Par ailleurs, la crise de 1929 et la crise de 2008 révèlent empiriquement les failles de la construction libérale de l'économie. Enfin, ce cadre théorique du XVIII<sup>e</sup> siècle est en déphasage avec la réalité économique présente qui se caractérise par la financiarisation, la montée de l'immatériel, la numérisation, etc. Toutes ces évolutions historiques devraient conduire à abandonner l'idée que le marché est le meilleur facteur d'allocation des ressources. Car il n'en est rien. La science économique orthodoxe développe des outils mathématiques sans cesse plus perfectionnés, explore des méthodes nouvelles, mais ne remet jamais en cause l'efficacité du marché. C'est pourtant là le premier objectif de cet ouvrage : montrer que l'on peut penser autrement l'économie.

Le deuxième objectif est de valoriser les alternatives concrètes au capitalisme. Ce dernier est un système institutionnel complexe, fruit de l'évolution historique et non d'une naturalité indépassable. Le capitalisme domine aujourd'hui le monde et impose sa globalisation. Or cette domination génère trois crises : une crise politique, une crise économique et une crise écologique. Sans approfondir ici cette thématique qui sera largement traitée dans la suite de cet ouvrage, nous voudrions insister sur le fait que ces trois crises sont convergentes. Elles sont le signe de la lente transformation de nos sociétés démocratiques en ce que K. Polanyi nomme la

« société de marché ». Une société où chacun est en concurrence contre tous, une société où tout devient marchandise, y compris la nature. L'ordre économique, sous couvert d'adaptation au réel (aux prétendues « lois du marché ») détruit toute pensée alternative. C'est contre cette tendance lourde que des citoyens développent des initiatives proposant des modalités économiques alternatives. C'est en s'appuyant sur ces alternatives que l'on peut esquisser les contours d'un système économique postcapitaliste. En effet, selon nous, et contrairement à une réduction commune à beaucoup de marxistes et de libéraux, la démocratie n'est pas la face politique du capitalisme. Au contraire, c'est en revitalisant la démocratie que l'on peut lutter contre les crises du capitalisme. C'est l'ordre économique qui doit être soumis au contrôle citoyen et non les citoyens qui doivent se plier aux injonctions capitalistes. C'est en tout cas le présumé fondateur de cet ouvrage qui entend jeter les bases d'un nouveau cadre intellectuel pour nos sociétés démocratiques réflexives. Ce cadre intellectuel est bien une critique du libéralisme, mais il n'est pas pour autant une réactualisation du marxisme ou de la social-démocratie. Il s'agit de développer un nouveau cadre de pensée qui s'appuie, certes, sur les critiques traditionnelles faites au capitalisme, mais qui repose, surtout, sur l'analyse des réponses données aujourd'hui par les citoyens aux maux qu'ils subissent. Un cadre théorique en résonance avec les théories passées, mais qui s'ancre profondément dans la réalité de terrain. L'objectif est de proposer une nouvelle construction théorique qui permette de sortir des fausses alternatives que sont capitalisme ou communisme, marché ou État, globalisation ou repli identitaire. Une société complexe mérite une analyse globale qui redonne un sens clair au vivre ensemble sans pour autant céder aux sirènes du populisme et de la pensée unique.

Capitalisme et libéralisme sont donc distincts, mais ils imposent tous deux l'idée que le marché est la seule régulation sociale efficace respectant la liberté. Idée que conteste vigoureusement ce livre. Il existe bien un autre moyen plus efficace et plus respectueux des libertés réelles : la délibération. Cette proposition résulte de la convergence de deux analyses différentes : une recherche théorique sur la nature de nos sociétés démocratiques, et une étude des principes alternatifs mis en œuvre par des citoyens cherchant à faire vivre une économie solidaire. Dans les deux cas, une même réponse s'impose : la délibération est le mode de régulation normativement le plus souhaitable de nos démocraties ; elle est, aussi, le mode de régulation privilégié des initiatives solidaires. Cette recherche entend donc réunir deux domaines d'études souvent étanches l'un à l'autre : la théorie et la réalité. Elle vise à proposer une nouvelle théorie supplantant le libéralisme et à mettre en lumière des principes économiques alternatifs au capitalisme.

Notre but est double. D'une part, il s'agit, au travers du délibéralisme, de proposer un appui théorique à toutes les initiatives solidaires combattant le capitalisme qui met en péril la démocratie. D'autre part, il s'agit également d'apporter une alternative scientifique à la théorie libérale (en particulier ses versions actuelles l'ordo-libéralisme et le néo-libéralisme) qui est le régime de justification du capitalisme bien qu'elle ne soit pas son régime de vérité. Il s'agit donc, simultanément, de sortir du capitalisme et de se défaire du libéralisme. La force de ce dernier est de proposer une représentation théorique globale de la société en articulant, en un tout cohérent, théorie économique (le laisser-faire), vision politique de la démocratie (les libertés individuelles) et conception symbolique du social (le positivisme des « Lumières »). De la même façon, le délibéralisme s'efforcera de proposer une construction théorique globale

en articulant une réflexion économique (proposition d'une conception évaluative de l'économie), une théorie délibérative du politique (la démocratie radicale) et un nouveau cadre symbolique (l'épistémologie de la complexité). Il s'agit donc d'une approche interdisciplinaire visant à s'appuyer sur des disciplines reconnues (science économique, sciences de l'information et de la communication, science politique...) afin de créer un nouveau cadre d'intelligibilité rendant compte des principes émancipateurs portés par les initiatives solidaires. Pour le dire autrement, le délibéralisme vise à dépasser une analyse surplombante des limites du réel (le capitalisme et son régime de justification le (néo)libéralisme) pour passer à une étude pragmatique des possibilités que recèlent les utopies en actes (les initiatives solidaires). En un mot, au-delà des propositions alternatives que nous portons au débat public, cet ouvrage propose, avant tout, une démarche : articuler déconstruction de la domination et reconstruction de l'émancipation.

Pour présenter cette reconstruction, nous développons un plan en sept chapitres. Le premier identifie les impasses du capitalisme. Il s'agit d'une revue de la littérature identifiant les dimensions multiples des menaces pesant sur nos sociétés démocratiques. Dans le prolongement, le deuxième est consacré aux réponses citoyennes apportées aux différents maux répertoriés. Nous étudions des pratiques empiriques alternatives pour mettre au jour de nouveaux principes adaptés à une économie démocratique. Ces principes sont articulés autour d'un mode central de régulation : la délibération dans les espaces publics de proximité. C'est pourquoi nous abordons, dans le chapitre 3, ce que nous entendons précisément par délibération : une communication politique contradictoire visant la construction des désaccords. Puis, dans les trois chapitres suivants, nous analysons la dimension symbolique, politique et économique du délibéralisme.

Ainsi, ce quatrième chapitre explicite une épistémologie (celle de la complexité) en rupture avec le positivisme des Lumières qui imprègne encore la science orthodoxe. Le cinquième chapitre propose une approche politique de la société (la démocratie radicale) opposée au libéralisme politique. Le sixième chapitre développe une nouvelle approche, évaluative, de l'économie qui rompt avec l'approche formelle de la science économique dominante. Enfin, dans le septième et dernier chapitre, nous montrons la force créatrice du délibéralisme, qui permet de repenser de manière originale les principaux concepts de l'économie. Nous en avons choisi deux : la monnaie et la distribution du revenu. En effet, la monnaie délibérée et l'allocation inconditionnelle émancipatrice (*revenu d'existence par création monétaire, RECRE*) apparaissent comme des pistes concrètes de transition vers la société délibérative que nous appelons de nos vœux. En définitive, cet ouvrage montre qu'il est possible de bâtir des représentations théoriques du monde en adéquation avec la réalité empirique et en phase avec les aspirations citoyennes. La créativité théorique est une réponse nécessaire à l'impasse démocratique.

## Les trois impasses du capitalisme

Pour la plupart des économistes orthodoxes, le capitalisme<sup>1</sup> est une économie de marché. Par exemple, Samuelson en donne la définition suivante : « système économique dans lequel la plupart des biens (terre et capital) relèvent de la propriété privée. Dans une telle économie, les marchés privés sont les moyens essentiels d'allocation des ressources et de création des revenus » (Samuelson, Nordhaus, 2000, p. 738). En régime de concurrence, le marché est le meilleur facteur d'allocation des ressources, il est le plus efficace des systèmes économiques. Pour V. Pareto (1896), il permet d'atteindre l'optimum de bien-être pour la collectivité. Alors que, pour G. Hardin (qui était biologiste), il sauve l'humanité de la tragédie des communs. « Chaque nouvelle clôture des communaux implique une atteinte à la liberté personnelle de quelqu'un. Les atteintes faites dans le passé éloigné

---

1. Le capitalisme s'incarne dans des formes différentes suivant les territoires (le capitalisme français n'est pas le capitalisme américain) et ne cesse d'évoluer au cours de l'histoire (le capitalisme de la fin du dix-neuvième siècle est différent de celui du début du vingt et unième). Néanmoins, ces formes diverses provoquent des effets négatifs globaux. L'objet de ce chapitre étant de mettre au jour ces effets globaux fragilisant les sociétés démocratiques actuelles, nous avons choisi sciemment l'usage de l'article défini « le ».

sont acceptées parce que aucun contemporain ne se plaint d'une perte. Ce sont les atteintes nouvellement proposées auxquelles nous nous opposons vigoureusement ; les cris de "droits" et de "liberté" emplissent les airs. Mais que signifie "liberté" ? Quand les hommes ont mutuellement consenti à passer des lois contre le vol, l'humanité est devenue plus libre, pas moins. Les individus enfermés dans la logique des communaux ne sont libres que d'apporter la ruine universelle [...] » (Hardin, 1968). Cette thèse sur les biens communs est aujourd'hui contestée par E. Ostrom (1990), mais bien d'autres économistes formulent des réserves quant aux vertus du capitalisme même s'ils défendent l'efficacité de ce système. On le verra, A. Smith, le premier, reconnaîtra les limites d'un système basé sur l'intérêt des marchands, mais c'est sans doute J. M. Keynes qui exprimera le mieux ce sentiment ambigu à l'égard du capitalisme : « Pour ma part, j'estime que le capitalisme, sagement dirigé, peut se révéler probablement plus efficace que tout autre système rival existant pour atteindre des objectifs économiques, mais qu'en soi il est, sous bien des rapports, extrêmement déplaisant » (2002, p. 86).

Ce sont justement ces rapports « extrêmement déplaisants » que nous voudrions ici mettre en lumière. Pour cela, nous nous proposons de distinguer vérité de justification. La vérité du capitalisme est bien éloignée du régime de concurrence pure et parfaite qui lui sert de justification. L'économie capitaliste se caractérise davantage par la présence d'oligopoles (dans le secteur de la téléphonie mobile, par exemple), voire de monopoles (Microsoft), faisant primer leurs intérêts que par la confrontation d'une multitude d'acteurs de petite taille assujettis aux arbitrages du marché. Néanmoins, la concurrence reste au cœur de ce que L. Boltanski et L. Thévenot (1991) appellent « le régime de justification » de la cité marchande. Ces deux auteurs ont,

en effet, identifié six régimes de justification, c'est-à-dire six types d'argumentation se référant à un principe supérieur commun : la tradition pour la cité domestique, l'efficacité pour la cité industrielle, l'intérêt pour la cité marchande, etc. Cette nécessité de l'homme vivant en communauté de se référer publiquement à un principe supérieur de justice ne signifie pas que les acteurs soient sincères (le mensonge est une réalité sociale), mais montre que les individus d'une société ne peuvent pas vivre ensemble si celle-ci n'affiche pas des principes de justice. Réciproquement, se justifier publiquement ne signifie pas que la société soit juste, mais que le pouvoir dominant doit souvent, pour se maintenir, faire référence à un principe commun de justice. En clair, le capitalisme ne peut se passer du principe de concurrence libre et non faussée pour perdurer, principe qui est donc, à la fois, un prétexte (ce n'est pas la vérité) et une contrainte (code de la concurrence dans l'Union européenne).

Pour M. Foucault (2012), un régime de vérité est constitué par un système de règles épistémiques et par des dispositifs de pouvoir par lesquels le système s'incarne. Il s'agit de l'ensemble des procédures économiques, politiques et symboliques par lesquelles est établi, à une époque donnée, non pas la vérité, mais ce qui est admis comme vrai. Dans le domaine économique, le capitalisme impose sa manière de concevoir la réalité économique. La diversité économique est niée, l'économie domestique, l'économie publique, l'économie sociale... sont invisibilisées. L'économie est capitaliste ou elle n'est pas. Idée reprise par F. Fukuyama (1992) qui parle, depuis l'effondrement de l'économie planifiée, de fin de l'histoire. Le capitalisme peut être ainsi défini comme le régime de vérité de l'économie contemporaine. Régime de vérité qui est bien éloigné du modèle de la concurrence pure et parfaite sous-tendant l'autorégulation de marché. Dès lors, notre emploi du terme « régime de vérité » renvoie à deux

- VINCENT, J.-M. 1967. « Le capitalisme selon Weber », *L'homme et la société*, n° 4.
- VIRILIO, P. 1977. *Vitesse et politique*, Paris, Galilée.
- VIVERET, P. 2006. « Face au coût du mal être : l'art de vivre un enjeu politique », <http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article2394>
- VIVERET, P. 2009. « Sortir de la démesure et accepter nos limites » <http://www.terraeco.net/Sortir-de-la-demesure-et-accepter,7598.html>
- VIVERET, P. ; WHITAKER C. 2015. « De l'audit des richesses aux monnaies citoyennes », dans C. Fournel, J.P. Magnen et N. Meunier, *D'autres monnaies pour une prospérité*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- WASMER, É. 2011. « Pourquoi l'économie n'est-elle pas une science » <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-chez-etienne-wasmer/20110118.RUE0594/pourquoi-l-economie-n-est-elle-pas-une-science.html>
- WEBER, M. 1904. *Essai sur la théorie des sciences*, Paris, Plon, 1965.
- WEBER, M. 1922. *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.
- WEINSTEIN, O. 2013. « Comment comprendre les “communs” : Elinor Ostrom, la propriété et la nouvelle économie institutionnelle », *Revue de la régulation*, n° 14.
- WHITE, L. H. 1984. *The Methodology of the Austrian School Economists*, Auburn, Ala., Ludwig von Mises Institute.
- WILLIAMSON, O. E. 1971. « The vertical integration of production: Market failure considerations », *American Economic Review*, vol. 61.
- WILLIAMSON, O. E. 1994. *Les institutions de l'économie*, Paris, Inter-éditions.
- WINKIN, Y. 1981. *La nouvelle communication*, Paris, Le Seuil.
- WINNICOTT, D. W. 1975. *Jeu et réalité*, Paris, Gallimard.
- WOLTON, D. 2005. *Sauver la communication*, Paris, Flammarion.
- WOLTON, D. 2009. *Informé n'est pas communiquer*, Paris, CNRS éditions.
- WOLTON, D. 2012. *Indiscipliné*, Paris, Odile Jacob.

- YOUNG, I. M. 2000. *Inclusion and Democracy*, New York, Oxford University Press.
- ZASK, J. 2004. « L'enquête sociale comme inter-objectivation », *Raisons pratiques*, n° 15.
- ZASK, J. 2008. « La politique comme expérimentation », introduction du livre de J. Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- ZASK, J. 2017. « La démocratie entre la radicalité de Dewey et les expériences paysannes », dans séminaire Étape n° 24, publié sur le site Grand angle libertaire.